

ÉDITORIAL FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Retour de la realpolitik en Wallonie

On garde Moreau, on vend les armes

Derrière le dossier Nethys ou l'octroi des licences sur la vente d'armes wallonnes vers l'Arabie saoudite convergent deux éléments clés: les intérêts économiques et la realpolitik...

Que constate-t-on dans le dossier Nethys? D'abord l'impuissance du gouvernement wallon à faire appliquer rapidement les recommandations issues du rapport de la commission d'enquête Publifin. De son côté, le monde politique liégeois joue la montre en trouvant une solution alambiquée destinée à maintenir Stéphane Moreau à la tête de Nethys encore quelques mois. Quant aux présidents des partis, tant au MR qu'au cdH ou au PS, personne n'ose taper sur la table en exigeant le

respect intégral des recommandations de la commission d'enquête Publifin.

Gouverner, c'est aussi faire preuve de fermeté face à des valeurs.

Bien que compréhensibles, les arguments économiques visant à protéger l'activité industrielle et l'emploi développés par Nethys, couplés aux prochaines échéances électorales, paralysent l'action des décideurs politiques.

Tant à Liège que dans les états-majors.

On peut poser le même constat à la suite des 25 licences d'armes vers l'Arabie saoudite que vient d'octroyer l'actuel chef du gouvernement wallon, le libéral Willy Borsus. Après avoir appelé la Wallonie, depuis le Fédéral et les bancs de l'opposition wallonne, à stopper ses exportations d'armes vers la riche monarchie pétrolière au nom des droits de l'Homme, le MR change de ton. Arrivé au pouvoir en Wallonie, le voici confronté à la realpolitik et au poids du secteur de l'armement, notamment avec la FN Herstal.

Gouverner, c'est choisir! Gouverner, c'est avancer sans sombrer dans le populisme et les discours caricaturaux. Gouverner, c'est manier l'art du compromis au nom des intérêts économiques. Mais gouverner, c'est aussi savoir tourner le dos aux enjeux partitocratiques et faire preuve de fermeté face à des valeurs défendues, sans quoi le fossé qui existe aujourd'hui entre le monde politique et le citoyen continuera à se creuser.